



**Déclaration orale présentée par Caritas Internationalis¹
25ème session ordinaire du Conseil des droits de l'homme
Point 10 de l'ordre du jour: Dialogue interactif avec l'Experte indépendante sur la RCA
Genève, le 26 mars 2014**

Monsieur le Président,

Caritas Internationalis remercie l'Experte indépendante pour son exposé. La situation sécuritaire dans le pays reste très précaire et la population civile continue d'être la seule victime des violences des groupes armés qui écument le pays.

Caritas Internationalis réitère son inquiétude concernant la connotation confessionnelle qui est donnée à ce conflit par certains acteurs nationaux et internationaux et s'associe à la déclaration des Evêques catholiques de Centrafrique² du 8 janvier dernier qui met en cause cette assimilation de la crise à un conflit interreligieux entre chrétiens et musulmans. Ce point de vue est largement partagé par d'autres leaders religieux chrétiens et musulmans. Nous saluons les conclusions préliminaires de l'Experte indépendante qui soulignent le caractère multidimensionnel de la crise dont les vraies causes seraient surtout politico-militaires et socio-économiques associées à une mal gouvernance chronique, ainsi qu'à l'incapacité des gouvernements qui se sont succédés de promouvoir une cohésion nationale. Nous l'encourageons donc à mener une étude approfondie des causes du conflit en vue de parvenir à des solutions durables qui prennent en compte ce caractère multidimensionnel de la crise centrafricaine.

M. le Président, Mme l'Experte indépendante,

Tout le monde doit partager la responsabilité dans cette crise qui a plongé le pays dans la violence en retournant les Centrafricains les uns contre les autres. Par ailleurs tout le monde doit aussi œuvrer pour la paix et l'unité du pays. « *Opter pour la violence et l'auto-destruction, c'est se tromper de combat. La véritable bataille est celle du développement, de la relance économique et de la lutte contre la pauvreté, la misère et l'impunité* ». ³ C'est uniquement par le dialogue, la justice, la réconciliation et le respect de la dignité humaine que le peuple centrafricain pourra retrouver la paix durable et construire son avenir.

Au regard de ce qui précède, Caritas Internationalis invite l'Experte indépendante :

- à appuyer le Conseil de transition dans le processus de paix et de réconciliation ;
- à renforcer les capacités de la justice centrafricaine afin de lutter contre l'impunité et promouvoir le respect des droits de tous les centrafricains y compris leurs droits économiques, sociaux et culturels ;

¹ La présente déclaration a été préparée en collaboration avec Caritas Centrafrique et la Commission Episcopale Justice et Paix Centrafrique.

² Conférence épiscopale centrafricaine, Message des Evêques : *Reconstruisons ensemble notre pays dans la paix*, Bimbo, 8 janvier 2014.

³ *Ibidem*

- à aider le gouvernement à déployer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire ;
- à veiller à ce que des dispositions pratiques soient prises au niveau international pour protéger l'intégrité du territoire national et dissuader toute velléité à la partition du pays quelles que soient les raisons évoquées
- à dénoncer et décourager toute interférence extérieure dans ce conflit ainsi que l'exploitation illégale des ressources naturelles du pays.

Je vous remercie M. le Président.